

Démarrage compliqué pour les autotests au lycée

Mattea Battaglia

L'opération de dépistage, qui débute lundi, souffre de retards de livraison

Ne leur demandez pas s'ils sont « contre » la campagne d'autotests. Les proviseurs de lycée l'ont réclamée, attendue... Mais alors que ces autotests doivent commencer à être distribués aux lycéens, lundi 10 mai, l'« *opération patine* », selon de nombreux chefs d'établissement. De Paris à Marseille, de Nantes à Grenoble, même constat : il sera difficile de tenir le calendrier.

Et pour cause : les autotests ne sont pas arrivés partout. « *La situation est disparate d'une académie à l'autre* », rapportait, à la veille du week-end, Philippe Vincent, porte-parole du SNPDEN-UNSA, syndicat majoritaire parmi les personnels de direction. Son lycée à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) n'avait reçu, vendredi 7 mai, aucun dispositif de dépistage à proposer aux élèves. Pour les enseignants, c'est mieux : « *Les livraisons ont démarré plus tôt, mais elles couvrent rarement, à ce stade et avant un réassort promis par l'éducation nationale, plus de la moitié des besoins.* » Dans son lycée, qui compte 260 personnels (enseignants et autres), 169 autotests ont été réceptionnés.

Le 5 mai, SNPDEN-UNSA, SGEN-CFDT et ID-FO ont signé un communiqué commun valant « *avertissement* » : ils conseillent « *très fortement* » à leurs adhérents de ne prendre « *aucun risque* » avec les opérations de dépistage, y lit-on, pour ne les réaliser que « *si toutes et uniquement toutes les conditions sont remplies au regard des préconisations sanitaires* ».

Or « *les lycées ne sont pas prêts* », prévient Sylvie Perron, du SGEN-CFDT, et ceux du sud de la France ont plus de mal à être livrés que dans le Nord. » Constat peu différent de Franck Antraccoli, leur homologue du syndicat ID-FO : « *Les colis arrivent... tout doucement*, note ce proviseur à Nantes. Avec une semaine de deux jours et demi devant nous [du fait du pont de l'Ascension], je vois mal comment il pourrait se passer grand-chose avant le lundi 17 mai. » A cette date, il restera à peine un mois de cours dans les lycées, bon nombre d'entre eux envisageant de sonner la fin de l'année scolaire plus tôt que prévu – à une semaine des épreuves du bac, pour éviter aux élèves d'être « cas contacts ».

Au total, 60 millions d'autotests ont été promis au monde enseignant d'ici à l'été, les professeurs volontaires du secondaire comme du primaire peuvent se dépister chez eux, à raison de deux autotests par semaine fournis gratuitement. Pour les lycéens, il est prévu qu'ils se prêtent à l'exercice – sous autorisation préalable des familles – une fois par semaine, au sein de leur établissement.

Après une année scolaire en pointillé, une course contre la montre est donc engagée. « *Personnellement, j'aurais souhaité que ces autotests soient rendus obligatoires. Mais je ne me lancerai pas dans l'opération si les conditions matérielles ne sont pas réunies* », assure Patrick Fuertes, proviseur (SNPDEN-UNSA) près de Chambéry. « *Notre priorité, ce doit être le bac pour nos élèves de 1^{re} et de terminale, le choix de spécialités pour les secondes*, témoigne, dans la même veine, Dominique Faure, proviseure (SNPDEN) dans l'agglomération de Nantes. *Déjà qu'avec le protocole sanitaire renforcées classes ferment en pagaille...* » En quarante-huit heures, cette chef d'établissement a dû se résoudre à fermer une classe et deux demi-groupes.

L'éducation nationale a beau avoir promis des renforts en personnels pour encadrer la passation (1 700 « médiateurs » ont déjà été recrutés, 2 800 doivent suivre), les difficultés logistiques s'accumulent. Aux colis qui n'arrivent pas (et qu'« *il faut aller chercher soi-même en voiture* », rapporte Marie-Pierre Chabartier, proviseure d'un lycée privé à Marseille) s'ajoutent les problèmes de conditionnement et de « *dispatching* » : ici sont livrées des boîtes de six autotests, là des boîtes de dix, parfois sans aucune notice en français. Pour les élèves, ce sont des boîtes de vingt-cinq qui arrivent, « *insécables* », disent les proviseurs, mais qu'il leur faudra pourtant ouvrir et répartir.

Quand le compte y est, c'est le stockage qui inquiète. « *Il faut une salle dédiée, à une température contrôlée* », rapporte Thierry Fauconnier (SNPDEN-UNSA), à la tête d'un établissement dans les Yvelines. Lui a reçu, vendredi 7 mai, les autotests nécessaires pour ses élèves ; deux jours plus tôt, il réceptionnait ceux des enseignants. Et, pourtant, il n'est pas serein : « *Si je bloque des salles pour les tests, on les fait*

où, les cours ? Je pourrais m'organiser autrement ; j'ai un internat : il me serait possible d'y recevoir les élèves et leurs familles de 18 heures à 21 heures. Mais cela ne correspond pas au cadre fixé. »

Les proviseurs ont sorti leur calculatrice : pour un lycée d'un millier d'élèves, à raison de deux séquences d'une demi-heure d'autotests par classe du fait du fonctionnement en « demi-jauge », c'est un total de cinquante-huit heures pour la réalisation des autotests qu'il faudrait arriver à caler dans la semaine. « *On est loin de l'opération simple et indolore présentée à la nation* », dit Valérie Kroës, proviseure (ID-FO) d'un lycée professionnel à Nîmes.

« La stratégie perd en lisibilité »

Cette « *nouvelle arme pour surveiller la pandémie* », selon les mots du premier ministre, Jean Castex, doit permettre d'amplifier la stratégie de dépistage en milieu scolaire, en renfort des tests salivaires proposés aux élèves du primaire et des tests antigéniques déployés en collège et lycée. Dans le premier cas, entre 65 % et 70 % de la « cible » se porte volontaire, estime-t-on au ministère de l'éducation. Dans le second, entre le quart et le tiers des élèves répondraient à l'invitation. Et encore, ces ratios font débat. « *On est plutôt à 10 %-15 % de volontaires dans le second degré*, avance Sylvie Perron, du SGEN-CFDT. *Il y a une vraie distorsion entre les chiffres qui reviennent dans la communication officielle et ce qui se passe, concrètement, sur le terrain. La stratégie globale perd d'autant en lisibilité.* »

Peut-il en être autrement avec les autotests ? Une adhésion de 25 % à un dépistage hebdomadaire entraînerait une réduction du nombre de cas de 30 % par rapport à la situation actuelle, défend-on au ministère de l'éducation, en reprenant une modélisation citée par le conseil scientifique et la Haute Autorité de santé, dans leurs avis respectifs sur les autotests en date des 22 et 23 avril. Tandis qu'une adhésion de 75 % conduirait à une réduction de 50 % des contaminations.

A ce stade, préviennent les proviseurs, les demandes d'autorisation adressées aux familles reviennent au compte-gouttes. Valérie Kroës, la proviseure de Nîmes, n'a obtenu que quatre réponses... sur 600 familles sollicitées. « *On en a parlé aux lycéens, mais après un an de crise sanitaire, ils ne se bousculent pas pour se mettre un écouvillon dans le nez* », rapporte aussi Ronald Grec (SNPDEN-UNSA), chef d'établissement dans l'académie de Versailles. D'où l'intérêt, affirment tous les proviseurs, d'une passation « *à domicile* », en présence – et sous l'autorité – des parents. C'est ce que défendent les trois syndicats (SNPDEN-UNSA, SGEN-CFDT, ID-FO) partout où l'opération poserait des problèmes logistiques. Devant la commission éducation de l'Assemblée nationale, jeudi, le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a ouvert la voie à cet assouplissement.